

Flambée des prix agricoles, agrocarburants et « pur capitalisme » : un tournant ?

vendredi 23 mai 2008, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mai 2008).

La flambée des prix des produits alimentaires n'est pas fortuite. Fondamentalement, elle découle d'une contradiction dans les rapports entre industrie et agriculture capitalistes que Marx avait déjà mise en évidence dans *Le Capital* : *« Il est dans la nature des choses que les substances végétales et animales dont la croissance et la production sont sujettes à certaines lois organiques et liées à des délais naturels déterminés ne puissent pas être augmentées subitement dans la même mesure que, par exemple, les machines dont la reproduction peut (si les conditions naturelles ne changent pas) être rapidement accomplie dans un pays industriellement développé. Il est donc possible, et même inévitable (...) que la production et l'augmentation de la portion du capital constant qui consiste en capital fixe (machines, etc.) dépasse considérablement la portion qui consiste en matières premières, de sorte que la demande pour celles-ci augmente plus rapidement, provoquant la hausse des prix. »*

La ruée sur les agrocarburants exacerbe cette contradiction au plus haut point, ce qui ouvre un espace considérable aux spéculateurs, dont l'action aggrave en retour la hausse des prix. Sur le plan analytique, on peut en conclure que les agrocarburants constituent le maillon faible par excellence de la réponse capitaliste au défi énergétique-climatique. En effet, cette réponse, qui s'élabore à tâtons, sous la pression des lobbies industriels concurrents, sollicite de toutes parts l'agriculture : celle-ci devrait non seulement nourrir l'humanité mais aussi absorber le carbone, faire rouler les voitures, produire de l'électricité et de la chaleur, protéger la biodiversité et les paysages, fournir des matériaux de construction et des plastiques biodégradables... C'est évidemment impossible : la biomasse ne peut pas tout faire à la fois en satisfaisant dans chaque domaine les exigences de croissance dictées par le capital. On peut reporter les échéances, repousser le problème devant soi par toutes sortes de moyens (qui ont des effets en retour plus ou moins pervers), mais il est impossible de sauter au-dessus de cette dure réalité : il y a des limites, il faut choisir.

Qui va choisir, comment, en fonction de quoi ? C'est la question clé car, pour le marché, remplir les réservoirs des camions et des avions qui acheminent les marchandises vers la demande solvable est plus important que de nourrir les gens dont le portefeuille est aussi creux que l'estomac. Du point de vue coût/bénéfice, c'est inattaquable. Du point de vue social, c'est inacceptable. Par conséquent, outre qu'ils mettent en lumière le caractère de plus en plus systémique de la crise capitaliste, les agrocarburants éclairent aussi un enjeu de société, et même de civilisation, qu'on peut résumer très simplement : de par sa logique immanente, le système, face au défi climatique-énergétique, va tenter de résoudre la quadrature du cercle productiviste par une attaque brutale contre les conditions d'existence de centaines de millions de gens, voire contre cette existence même. Dès lors, c'est peu dire que ce mode de production n'est plus porteur d'aucun progrès humain : il accumule un potentiel de barbarie sans précédent.

Il est possible d'inverser la tendance, de conjurer la catastrophe climatico-capitaliste qui se prépare, de tracer une alternative digne de ce nom. Mais le point de départ indispensable, c'est de comprendre que le mode capitaliste de production, de distribution et de consommation (et pas « les comportements des gens » !) constitue bel et bien LE problème. Ce mode est insoutenable et la conjoncture actuelle le montre clairement : dans un contexte marqué par la réduction des ressources en hydrocarbures et par l'obligation climatique d'abandonner à très court terme les combustibles

fossiles, il est tout simplement impossible de continuer à produire des marchandises à flux tendu au niveau mondial, en compensant la baisse tendancielle du taux de profit par la surproduction-surconsommation de produits à obsolescence de plus en plus rapide, et la baisse de la part des salaires par une hausse de la consommation de luxe. Ce scénario productiviste globalisé et de plus en plus inégalitaire ne peut que déboucher sur une combinaison de crises écologiques et sociales de très, très grande ampleur. Pour l'éviter, il est indispensable de prendre des mesures qui cassent la logique de l'accumulation, réhabilitent l'initiative publique et redistribuent radicalement les richesses, au Nord comme au Sud.

A quelque chose, dans ce contexte, malheur est bon : en mettant les prix agricoles à la traîne des prix pétroliers, la folle politique libérale-productiviste montre à l'évidence que le social et l'écologique ne forment qu'un même combat planétaire. Il n'est plus possible en effet de s'opposer à la baisse des revenus du travail sans dénoncer la ruée sur les agrocarburants. Désormais, défendre les conditions d'existence des salariés implique de contester en même temps la politique climatique, énergétique et agricole du capitalisme mondialisé. L'un ne va pas sans l'autre. C'est un tournant. Loin d'être un accident de parcours, ce tournant découle d'un développement combiné de l'industrie et de l'agriculture capitalistes dont Marx avait bien saisi la dynamique, puisqu'il écrivait : « *La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. A l'origine elles se distinguent parce que la première ruine davantage le travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre. Mais elles finissent, en se développant, par se donner la main : le système industriel à la campagne finit aussi par débilitier les ouvriers et l'industrie et le commerce, de leur côté, fournissent à l'agriculture le moyen d'épuiser la terre* ».

Voilà en effet où nous en sommes. Pour reprendre une expression de Michel Husson, nous sommes entrés de plain pied dans le « pur capitalisme » modélisé par Marx. La réponse ne peut être qu'un « pur écosocialisme » fusionnant les revendications sociales et écologiques dans une même perspective émancipatrice. Encore faut-il que cet écosocialisme s'enracine dans des luttes sociales concrètes. A cet égard, la situation actuelle, avec sa combinaison de tensions sur le pouvoir d'achat, sur l'énergie, sur le climat et sur les ressources alimentaires, ouvre peut-être des possibilités insuffisamment exploitées d'introduire les questions écologiques dans les luttes des salariés, dans les organisations syndicales, non pas en tant que questions parallèles mais directement en tant que questions sociales. En jouant un rôle plus important à ce niveau, la gauche radicale se renforcerait comme porteuse d'une alternative de société globale.